

avril 2006

N° 25

projets

analyse

démarche

initiatives

communistes

en Seine-Maritime

La lettre
d'information
bimensuelle
des communistes
de la Seine-Maritime
est éditée par
la fédération
du Parti
communiste
français

UNION POPULAIRE POUR QUE CA CHANGE VRAIMENT !



Gilbert Louvet
membre Conseil
Départemental

Le retrait du CPE, après des semaines de mobilisations, est un succès considérable, obtenu grâce au mouvement populaire et à sa volonté de combattre la précarité, imposée par la politique libérale.

Un an après le NON au référendum, cela confirme l'existence durable d'un courant anti-libéral fort, capable de se rassembler et de gagner, et l'attente d'une politique qui change vraiment la vie.

Construire cette politique dans le débat avec notre peuple, investir tous les lieux de pouvoir permettant de la mettre en œuvre : c'est cela qui est à l'ordre du jour ! A contrario de ceux qui, à droite comme à gauche, veulent cantonner le choix à celui d'une femme ou d'un homme, en évacuant le débat sur les changements à réaliser.

Notre parti formule des propositions politiques qui peuvent rencontrer les attentes exprimées. L'exigence de sécurité dans l'emploi et dans la vie grandit dans la population, dans la jeunesse. Elle a été au cœur du mouvement contre le CPE. N'est-ce pas ce que les communistes portent avec leur proposition de sécurité d'emploi et de formation tout au long de la vie ?

Ils agissent dès aujourd'hui, en ce sens. Les élus communistes proposent par exemple la création d'un Fond Régional pour l'Emploi et la Formation, donnant une réelle efficacité aux

aides régionales, en en faisant de véritables leviers pour la formation, de véritables outils contraignants les entreprises à créer des emplois.

Et parce que la transformation sociale est sa raison d'être, le Parti communiste est un atout pour rassembler autour d'un véritable changement. Un atout pour que cette question devienne l'enjeu des échéances à venir, contribuant ainsi à mobiliser le peuple de gauche qui exprime tant d'attentes et d'aspirations.

Les candidatures communistes que nous mettons en débat visent précisément à donner ce contenu aux futures échéances.

C'est pourquoi dans les semaines à venir les communistes de Seine-Maritime vont faire vivre leurs propositions et leur démarche au plus près des femmes et des hommes, particulièrement dans les quartiers populaires et sur les lieux de travail.

Et ils seront à nouveau avec celles et ceux qui luttent, avec celles et ceux qui refusent cette société libérale, dans les défilés du 1er mai, avec le traditionnel brin de muguet qu'ils proposeront à la souscription.

Parti communiste français

**Manifestations et rassemblements du 1er mai :
Unitaires, revendicatif et Festif !**

- Le Havre – Harfleur : 10h Meeting à Franklin ; expo photos sur les manifs du CPE.
- Lillebonne: meeting 10h30 devant la mairie
- Rouen: 10h30 cours clémenceau.
- Dieppe : 11 h place Louis Vitet.
- Eu/Le Tréport : Meeting à 11h00
- Le Trait- Duclair: Meeting à 11h00 place de la mairie.
- Elbeuf : 10h30 place la mairie
- Fécamp : 10h devant l'Union locale

Un appel de L'Humanité

**NON A L'ACHARNEMENT REPRESSIF
AMNISTIE DES JEUNES ANTI-CPE**



Pendant deux mois, notre pays a connu une mobilisation exceptionnelle pour exiger le retrait du CPE. Les millions de lycéens, d'étudiants, de salariés engagés dans ce mouvement ont finalement obtenu gain de cause. Or, des milliers de jeunes, interpellés lors des manifestations de ces dernières semaines alors qu'aucun de leurs agissements ne peut être assimilé à un comportement de « casseurs », sont condamnés à la chaîne par les tribunaux. Cet acharnement répressif est d'autant plus inadmissible que les exemples abondent qui révèlent l'injustice et l'arbitraire de ces arrestations et le plus souvent de ces condamnations. Alors que le CPE a vécu, il serait totalement incompréhensible que le pouvoir continue à vouloir faire payer sa défaite aux jeunes engagés dans ce mouvement. Nous demandons l'arrêt de toutes les poursuites engagées contre des jeunes anti-CPE et l'amnistie des peines déjà prononcées à leur encontre.

Nom	Prénom	Adresse	Mail	Signature

Premiers signataires : Cédric Clérin (MJC), Razzye Hammadi (MJS), Bruno Julliard (UNEF), Tristan Rouquier (FIDL), Karl Stoeckel (UNL), Patrick Le Hyaric (directeur de l'Humanité), Pierre Laurent (directeur de la rédaction de l'Humanité), Nicole Borvo (sénatrice, PCF), Jean-Pierre Dubois (président de la Ligue des droits de l'homme), Maryse Dumas (CGT), Frédéric Dutoit (député, PCF), Fondation Abbé-Pierre, Henri Leclerc (avocat, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme), Dominique Noguères (avocate), Irène Terrel (avocate), Michel Toubiana (président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme), Jean-Jacques de Felice (avocat), Mouloud Aounit (MRAP), Jean-Claude Amara (Droits devant), Jean-Baptiste Eyraud (DAL), Charles Hoarau (comité chômeurs, CGT des Bouches-du-Rhône).

l'Humanité 32, rue Jean-Jaurès 93528 Saint-Denis Cedex
01 49 22 72 72 01 49 22 74 98 communication@humanite.fr www.humanite.fr

Abonnement et diffusion de l'avenir de Seine-Maritime:
Pour soutenir et faire connaître L'Avenir de Seine-Maritime souscrivez un abonnement (voir page 8)
Faites connaître ce journal en nous communiquant les adresses de personnes désirant le recevoir
contact : avenir de Seine-Maritime, 33 place de l'hôtel de ville, 76000 Rouen

CNE :

Alléchés par la possibilité de licencier rapidement et facilement, les employeurs de moins de vingt salariés ont rapidement adopté ce nouveau contrat, 355000 CNE signés, des salariés qu'ils auraient de toute façon embauchés en CDD ou en intérim. Des petites entreprises à qui ce CNE est réservé, pour l'instant, et qui n'embaucheront pas plus ! au contraire les prévisions sont en baisses de 2,3% en 2006

Preuve que le contrat de travail ne fait pas l'embauche !

Les bas salaires jouent contre l'emploi :

Reste que pour les entreprises qui embauchent, les secteurs qui emploient le plus de précaires sont en tête : services, hôtellerie, restauration, agents d'entretien. Pour ces profils, parmi les plus recherchés, les candidats manquent; La faute, sans doute, aux conditions de travail très flexibles et aux salaires les plus bas, dépassant rarement le SMIC.

Preuve que les conditions d'emploi les plus souples pour les patrons ne font pas les embauches !

Et c'est une enquête de l'UNEDIC qui le prouve, sans le vouloir sans doute !



EN DIRECT

Avec les Elus Communistes du Conseil Général de Seine-Maritime



Jean-Louis JEGADEN

LA GAUCHE DEFILE, LA DROITE SE DEFILE

La session du Conseil Général de Seine Maritime du 28 mars a tourné court :

Le jour de la manifestation anti précarité, la question de l'emploi devait y être un temps fort, avec la venue du Préfet, représentant de

l'Etat. Le groupe communiste, à l'origine de cette invitation, avait réussi à faire reporter sa venue au lendemain, le 29 mars, afin d'être aux côtés du mouvement social et des jeunes le 28 et, en séance le 29 pour faire part de leurs propositions alternatives. C'était sans compter sur les manoeuvres de la Droite départementale qui a pris prétexte de la suspension de séance demandée afin de rejoindre la manifestation anti CPE, pour se défilier et quitter la séance.

Emploi

Déplorant que « les débats soient perturbés pour des motifs sans lien avec les affaires du Département », les élus de droite ont « refusé d'être pris en otage par une manifestation à caractère strictement partisan » et ont fustigé « l'opposition stérile » des « professionnels de la grève et de la contestation publique », tout en se déclarant « Solidaire de la majorité silencieuse, celle qui travaille dur, et des jeunes ». (!!!)

Cette véritable fuite de la droite, incapable d'accepter la contestation de sa politique anti précarité, a permis dans la foulée au Préfet de se défilier lui aussi et de revenir sur sa décision de participer au débat prévu le 29.

Dans un communiqué, le groupe communiste a dénoncé cette attitude :

« Nous apprenons qu'après la mobilisation massive de ce jour, la droite locale et nationale à l'image de ce matin, fuit ses responsabilités et méprise une fois de plus le mouvement social.

Chirac n'a pas eu le courage de venir au Havre pour inaugurer port 2000, son Préfet qui s'était pourtant engagé à venir, à notre demande, débattre des problèmes d'emplois, centraux dans le Département, lui aussi adopte la politique de la chaise vide. C'est inacceptable !

Devant l'ampleur de la mobilisation, les choses sont claires, le CPE doit être retiré, le gouvernement doit se soumettre ou se démettre !

Devant la grave situation économique et sociale de notre Département dans l'industrie du papier carton notamment, avec les 1600 suppressions d'emplois envisagées, après les déclarations provocatrices du représentant de l'Etat à l'égard du Port de Dieppe, nous ne pouvons pas nous contenter de prendre acte et nous demandons solennellement la venue du Préfet en séance extraordinaire la semaine prochaine !

A cette occasion nous reformulerons avec force auprès du Préfet de Région, mais aussi en direction de l'ensemble des décideurs politiques régionaux et départementaux, les propositions alternatives des élus communistes pour sécuriser l'emploi. »

Ces propositions ont été présentées publiquement le vendredi 17 mars lors d'une manifestation des élus communistes et républicains devant la préfecture de Rouen à l'appel de leurs 2 associations départementales ADECR 27 et 76 :

- Suspension des plans de licenciements et création de cellules de crise avec les représentants des salariés concernés ;
- Création d'un Fonds Régional pour l'Emploi et la Formation ;
- Proposition de loi des députés communistes sur l'emploi des jeunes, obligeant les entreprises à se doter d'un plan pluriannuel des départs en retraite contre embauches en CDI ;
- Création d'une Sécurité Emploi Formation, sorte de « sécurité sociale professionnelle » dans le cadre d'une politique de gauche réellement alternative.
- Refus des aides publiques (notamment Aide Régionale à l'Emploi) aux entreprises qui mettent en place des CPE et des CNE.

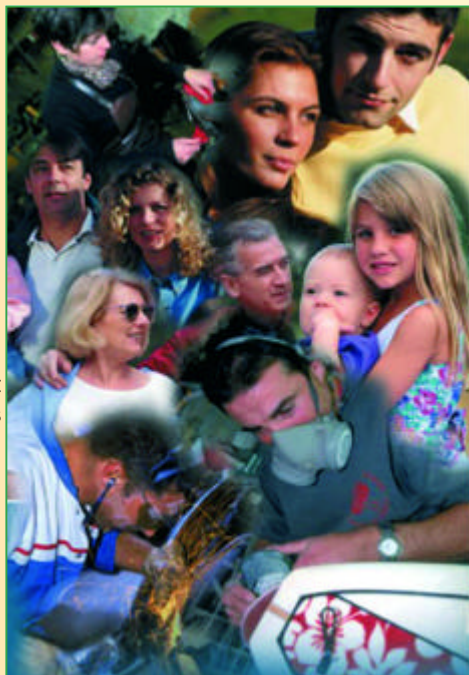
Cette dernière proposition a fait l'objet d'un amendement du groupe communiste, accepté, lors de l'examen en séance du rapport créant une Aide Régionale à l'Emploi (A.R.E.) « insertion » à destination des personnes en insertion. Concrètement, le Département abondera sa participation financière (en plus de celle de la région), pour les entreprises qui embaucheront des travailleurs en fin de parcours d'insertion, dans le cadre d'emplois pérennes, à l'exclusion formelle de Contrats Première Embauche et Contrats Nouvelle Embauche.

II – Plan Régional de Développement des Formations Professionnelles

Les élus communistes ont émis un avis favorable sur ce P.R.D.F. qui fait le constat des contradictions entre la structure économique régionale, puissante mais aussi fragile et surtout instable parce que liée aux stratégies financières des grands groupes industriels dominants, et la capacité opérationnelle relativement faible de l'appareil de formation d'assurer la mise à niveau des femmes et des hommes de Haute Normandie. Jean-Louis JEGADEN a indiqué qu'évidemment, les déséquilibres persistants de l'appareil de formation et ses faiblesses, ne sont pas, loin de là, la cause principale du chômage régional, la politique de l'emploi des grosses entreprises en mal de profits dans leur stratégie mondialisée étant, ici, lourdement engagée. Il s'est félicité que le P.R.D.F. propose d'introduire de la transparence, de la lisibilité, de la cohérence dans la « nébuleuse » du dispositif de formation ce qu'on ne peut qu'encourager, ainsi que la création de la cité de métiers, initiative importante

au cours du dispositif d'A.I.O. (Accueil Information Orientation).

Il est également revenu sur les caractéristiques fragilisantes de la formation initiale et de ses résultats dans notre Région : « cela va d'un taux d'illettrisme supérieur à 11% à un taux d'élèves quittant l'appareil scolaire sans aucune formation supérieure de 3 points à la moyenne française Il est clair que cette situation pèse lourdement sur l'ensemble des filières de formation et d'emploi. Or, la politique conduite actuellement par le Ministère de l'Education Nationale incite à tout sauf à l'optimisme : la remise en cause de l'accueil précoce en école maternelle, la réduction des CLIS et des SEGPA, l'approche strictement comptable des mesures de carte scolaire, le redéploiement des ZEP jusqu'à la volonté de transférer vers l'apprentissage, dès l'âge de 14 ans, les élèves réputés inadaptés scolaires constituent autant de handicaps pour la réussite d'un plan de formation ouvert à tous. »



Hubert WULFRANC est lui aussi intervenu sur la nécessité de faire revenir le Préfet de Seine Maritime, devant les menaces pour l'emploi qui pèsent sur le bassin d'emplois rouennais : après Isover - Saint Gobain et Yorkshire, la fin est proche pour Grande Paroisse à Oissel (et un atelier à Grand Quevilly), les craintes s'accroissent pour Otor... Il a demandé dans le cadre du schéma régional d'aménagement du territoire une véritable relance industrielle pour relever le défi de la filière papier carton en Haute Normandie.





Toujours en matière d'emploi, **Claude COLLIN** est intervenu pour faire le parallèle avec les profits des grandes entreprises :

« Pour la troisième année consécutive, les résultats financiers des entreprises cotées au C.A.C. 40 explosent, les bénéficiaires ayant augmenté de 50% en moyenne, passant d'un total de 57 milliards en 2004 à 85 milliards. La palme revient à Danone dont les bénéficiaires ont augmenté de près de 226%.

De tels résultats sont bâtis sur un écrasement des salaires et de l'emploi.

A titre d'exemple, France Télécom soigne ses actionnaires en décidant d'augmenter leur rémunération de 108% alors que dans le même temps, l'entreprise privatisée, annonce la suppression de 17 000 postes cette année et octroie, le mot est grand, 1% d'augmentation à ses contractuels en 2006 et 0,5% à ses 80 000 fonctionnaires.

Dans le même temps, le gouvernement et sa majorité prêtant toujours une oreille attentive au MEDEF, ont décidé d'octroyer de nouveaux cadeaux au patronat :

Le Contrat Nouvelle Embauche, créé l'été dernier, grand frère du CPE, offrira désormais à l'employeur d'une entreprise de moins de 20 salariés la possibilité de licencier sans justification pendant deux ans.

Avec le CPE, la droite veut enfoncer un nouveau coin dans la législation du travail, prétextant du chômage de masse des jeunes. Celle-ci entend les précariser à outrance au nom de la sacro-sainte flexibilité si cher à leur cour.

Ces différentes mesures ne visent rien de moins, à terme, que la généralisation de la période d'essai de deux ans pour tous.

Comment peut-on décemment proposer à la jeunesse de notre pays un horizon de peur, d'incertitude, d'exploitation alors que d'autres engrangent dans le même temps des dividendes faramineux.

L'emploi en général, et celui des jeunes en particulier, nécessite de prendre des mesures audacieuses visant à la sécurisation des parcours professionnels.

Réimaginons notre modèle social en instaurant une sécurité de l'emploi et de la formation qui serait le pendant de notre sécurité sociale. Financée par les entreprises et des fonds publics, elle offrirait à chacun la possibilité de se former tout en maintenant de hauts revenus.

Le salarié placé au centre du système maîtriserait pleinement son parcours professionnel, en alternant période d'emploi et de formation, au gré de ses aspirations ou des nécessités d'évolution des cadres d'emploi.

L'emploi ne doit pas servir de variable d'ajustement à des actionnaires omnibus par les cours de la bourse. Comme aime à le répéter la droite, il faut revaloriser le travail. Pour cela, il faut non pas précariser, écraser la masse salariale mais au contraire rompre avec la dictature de la finance qui asphyxie les salaires, l'emploi et les investissements productifs utiles à l'économie réelle. »

Sébastien JUMEL, pour sa part, est revenu sur la note préfectorale envisageant 1 600 nouveaux licenciements économiques en Seine Maritime pour 2006 : il a demandé que le Conseil Général réclame aux entreprises concernées le remboursement des aides qu'elles auraient touchées de la part du Département.

Concernant l'avenir du Port de Dieppe, il a dénoncé les propos provocateurs du Préfet qui a indiqué dans la presse ne plus vouloir mettre un sou de l'Etat pour faire revenir les trafics dans le port de commerce.

Sébastien JUMEL a dénoncé le « déménagement du territoire » Dieppois organisé par l'Etat qui n'a déjà pas honoré ses engagements en matière d'investissement pour le port toujours pourtant « National », ni en matière de contrat de plan : IUT en panne, terminaison de la RN 27 abandonnée, de même que le pont Colbert... sans compter les nombreuses fermetures de services publics depuis quelques années.

Il a appelé à la résistance à cette politique et appelé les acteurs régionaux et départementaux à des décisions locales pour aider la secteur dieppois.



III – Nouvelle Politique Départementale de l'Habitat et création d'un Fonds Départemental de Garantie et de Caution

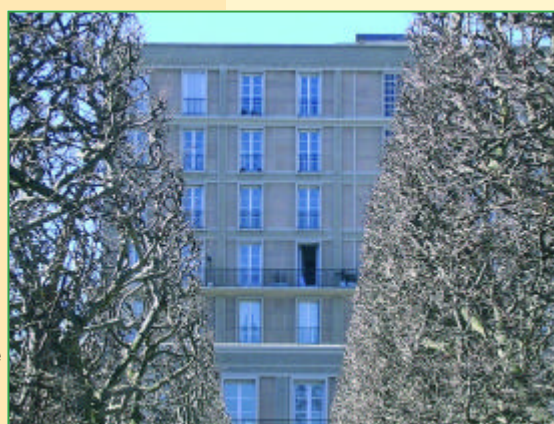


Alors que le gouvernement précarise, le Département, lui, sécurise : après avoir institué un « malus » pour les communes mauvaises élèves du logement social, il lance une nouvelle initiative avec un fonds de caution et de garantie pour les locataires à faibles revenus (moins de 1500€ par mois) qui pourrait concerner 15 000 personnes.

Nathalie NAIL s'est réjouie de cette décision d'autant plus que le groupe communiste l'avait proposé dès l'élaboration du budget 2005.

Concrètement, le Département avancera la caution locative exigée par les propriétaires à l'entrée dans les lieux ; il pourra également se porter garant du versement des loyers en cas d'impayés. Objectif : rassurer les bailleurs sociaux et les propriétaires et favoriser l'accès au logement des plus démunis. Le dispositif – qui sera opérationnel à compter du 1er janvier prochain – entre dans une palette d'autres mesures pour relancer l'offre et lutter contre l'habitat insalubre. Au total, 40 millions d'euros seront engagés en faveur du logement.

Nathalie NAIL a également souligné cependant une question encore en suspens, pour compléter la politique départementale en faveur du logement : après la création du « malus » pour les communes mauvaises élèves du logement social, nous souhaitons et nous l'avons déjà demandé la création d'un « bonus » pour les communes qui ont déjà fait un effort substantiel en ce domaine, une sorte de « DSU » départementale.



IV – Divers

- Un nouveau programme agricole départemental a été adopté, pour soutenir l'emploi agricole (encourager la relation entre l'offre et la demande, encourager le salariat en agriculture, et favoriser l'installation des jeunes), pour encourager le développement de l'élevage, les filières courtes et les productions fermières, et pour concilier agriculture et environnement (appui aux démarches alternatives à l'agriculture intensive)

- Vacances pour tous : au moment du 70ème anniversaire des congés payés, le Département, à l'initiative de Nathalie NAIL, a décidé de favoriser l'accès aux vacances pour les familles aux revenus modestes, dans le cadre de sa politique de lutte contre les discriminations : à titre expérimental il s'appuiera sur le secours populaire français pour organiser 80 séjours pour les familles modestes n'étant jamais parties en vacances (250 personnes).

- JIVA : Sébastien JUMEL a présenté et fait adopter un nouveau dispositif « Jeunes Impliqués dans la Vie Associative » pour aider les projets éducatifs et citoyens de jeunes des quartiers dits « sensibles », handicapés ou en milieu rural, afin de promouvoir leur responsabilisation et la mise en œuvre d'objectifs communs. Le crédit de 150 000€ envisagé, viendra en supplément du soutien financier que le Département apporte déjà aux associations qui mettent en œuvre des projets sportifs d'insertion sociale des jeunes.



Les amis de l'Huma : dimanche 14 mai
une journée à la ferme !

LA SOCIÉTÉ DES
Amis de l'Humanité
76/27
Vous invite à un
café-débat
Dimanche 14 mai 2006
à la Ferme du Val de Bures
à BELLECAMBRE

12h : débat :
Collation à la ferme
13h30
Visite de la ferme
14h30 Début

« Où va l'agriculture ? »
Denis RECOQUILLON
Rédacteur en chef de « LA TERRE »
Véronique VILLAIN Présidente départe-
mentale de la Confédération paysanne

Animé par Georges BAZMI fleurier
responsable de la ferme pédagogique du Val de
Bures et initiateur d'un projet de « Café paysan »

Pour se rendre à la ferme du Val de Bures au départ de Rouen :
Prendre l'autoroute A28 puis la sortie Saint-Saens. Dans Saint-Saens, prendre la D 154 direction Dieppe qui vous mène à Rosay. À Rosay, prendre la D 97 direction Pommeuse jusqu'à la ferme du Val de Bures indiquée par une chienne blanche...

Bellecambre

Rosay

Ferme du Val de Bures

Si le cœur vous en dit, vous pouvez dès le matin enfiler les chaussures de marche pour découvrir la splendide forêt de la forêt d'Éawy...

Si vous souhaitez venir à la ferme, la Ferme 113 K (sans comment), est indépendante de réserver au 06 84 11 85 11 avant le 10 mai 2006

Sections de la 3ème Circonscription :
13 et 14 mai : un week-end sous le signe du
70ème anniversaire du front populaire

A l'occasion du 70ème anniversaire du Front Populaire les sections du Parti Communiste Français de la 3ème circonscription législative organisent un moment de réflexion, d'échanges les 13 et 14 mai 2006, à partir de 14H, au château de la Marquise à OISSEL.

Pour donner suite à la formidable mobilisation des jeunes, des salariés, des retraités qui, dans l'unité syndicale, ont contraint le gouvernement à reculer sur le CPE et dans le prolongement du référendum du 29 Mai 2005 où notre peuple a su dire « NON » à la constitution européenne libérale,

Débat, démonstrations sportives, chansons, expositions
"Sous l'Usine, la Plage".

Un week-end d'échanges de propositions mais aussi sportif et également festifs à ne pas manquer !

Urgence Souscription pour le lancement de la nouvelle formule de L'HD : 23575 euros

6eme liste 1 200 000 euros nationalement, il faut faire bien plus !

Anceaumeville	Flaux J-Y et Aline	100	Lillebonne	Piednoël Michel	65
Ancourt	Depoilly Eric	50	Longueil	Delauny Remy Marie	50
Canteleu	Castella Corinne	100	Maromme	Lecoeur Boris	200
Darnetal	Section	100	Neufchatel en Bray	Prin Françoise	50
Dieppe	Fouldrin Joël	50		Section	150
Eu	Medrinal Emmanuel	20	Petit Couronne	Jamain Sylvie	50
Le Havre	Friboulet Suzanne	100	Robertot	Bellenger Arlette	100
	Bain Philippe	50	Sotteville les Rouen	Laine Claude	200
Le Petit Quevilly	Leger Norbert	100	Yville sur Seine	Fontaine andré	50

Dés aujourd'hui, devenez lecteur-fondateur

Vous pouvez participer au lancement de la nouvelle Humanité Dimanche en prenant des parts dans l'association (de 2 parts à 40 parts, chaque part de membres fondateurs étant de 10 euros)

renseignements :

Dominique Langlois : 02 35 07 89 80
33 place de l'hôtel de ville 76000 Rouen

ou:

les cofondateurs et cofondatrices de l'HD
32 rue Jean Jaurès, 93528 Saint-Denis Cedex
tel : 01 49 22 73 47 Email : co-fondateur@humanité.fr

Il y a urgence à récolter les deux millions d'Euros pour l'Humanité-Dimanche !

Envoyer rapidement tous vos dons individuels ou collectifs (Cellules, sections, CDH etc...)

Vous pouvez également faire remonter à D. Langlois les noms et adresses des dépositaires où L'HD ne serait pas disponible.

Sous l'usine la plage...

Les 70 ans du Front Populaire

de Jean-Michel Letellier

(Préface de Bernard THIBAUT)

IL y a dix années à l'occasion des 60 ans du Front Populaire, la Maison européenne de la photographie, dans le cadre du Mois de la photo, et à l'initiative de son président Henry Chapier, présentait l'exposition : "1936 à partir des archives de la CGT".

Présentée dans le cadre prestigieux du forum des halles de Paris, cette exposition a connu un grand succès médiatique, pour autant beaucoup de photos, inédites, restent inconnues d'un large public.

Or ces photos ne sont pas que de simples "clichés" sur 1936, elles donnent à voir une nouvelle réalité, celle d'un peuple qui par la lutte, et par l'occupation des usines fait pour la première fois l'expérience du "temps libre et de la fête".

En effet, ces ouvriers qui ne connaissent pas encore, et pour cause, les joies et les bonheurs des congés payés et des vacances (qu'ils ne connaîtront que 2 mois plus tard, en août), disposent pour la première fois de leur vie d'un temps de non travail.

C'est donc dans les cours d'usines occupées que les ouvriers vont inventer leurs loisirs. Les photos en témoignent : compétitions sportives, concerts, pièces de théâtre, bals populaires, mais aussi far niente et débats, pétanque et musique...

C'est dans la lutte, dans les usines que les ouvriers expérimentent et inventent ce qui deviendra leur temps libre, et leur vacances. Sous l'usine, la plage.

C'est sans doute parce qu'ils sont reconnaissants envers ces photos qui les présentent, pour la première fois comme des hommes et des femmes capables d'autre chose que le travail, que les ouvriers prendront et prennent encore beaucoup de plaisir à garder et à montrer... leurs photos de vacances.



Sous l'usine la plage...Les 70 ans du Front Populaire de Jean-Michel Letellier les éditions "le point sur le i"
A noter également le 3 mai, de 15h à 18 h, à la librairie Renaissance 18 rue Alsace Lorraine, Rouen :
Rencontres, animations et dédicaces avec Pascal Debacque,
l'auteur de la collection "Mes copains du monde" livre de jeunesse

Département/démocratie

Loi de Prévention de la délinquance

Déclaration des élus Communistes et Républicains, conseil d'agglomération Rouen (extraits)

Interpellés par le collectif pour la défense des libertés fondamentales (CDLF) les élus communistes de l'agglomération de Rouen ont donné leur réflexion sur ce sujet :

Les élus communistes et républicains partagent le quotidien des habitants de leurs communes et leurs préoccupations sur les effets délétères du néolibéralisme dévastateur sur le lien social la dégradation des conditions de vie, les situations conflictuelles, les violences qu'il entraîne. A ce titre ils sont particulièrement attachés au développement d'une politique de prévention digne de ce nom et à la hauteur des difficultés à traiter.../

Enfermé dans ses choix libéraux comme l'illustre son obstination à faire passer en force le CPE malgré le rejet de la jeunesse, des salariés et du pays, le gouvernement cherche à gérer les conséquences de l'exclusion pour qu'elle ne déborde pas trop sur le fonctionnement de la société, sans s'attaquer aux tendances sociales lourdes qui en sont cause.

Ceci l'amène à mettre la prévention sous la tutelle de la répression. C'est sortir de la conception, qui reste pour nous d'actualité, de la loi de 1945 sur la prévention des mineurs, qui considère l'enfant d'abord comme un mineur

en danger à protéger.

L'utilisation politique actuellement faite du rapport commandé à l'INSERM confirme les risques de cette dérive: confusions et glissements sémantiques entretenus tendent vers une naturalisation des comportements.../

Travailler sur les comportements déviant d'adolescents et de préadolescents ne peut se faire que dans la durée.

Cela nécessite des professionnels disposant du temps, des moyens, et de la légitimité que confèrent la pratique du secret professionnel, des règles déontologiques de leurs professions, et la finalité spécifique du travail de protection et de prévention.../

Les élus communistes et républicains réaffirment la nécessité de préserver et de renforcer le rôle essentiel effectué par les personnels, assistants sociaux, éducateurs, professionnels des PMI, enseignants, notamment en renforçant le partenariat entre les différentes structures et institutions. Ils réaffirment l'exigence d'un accompagnement social de qualité pour toutes les personnes que cette société met en souffrance.

Les interventions des élus communistes de la région et du département peuvent être retrouvées sur les sites : www.elus76.com et www.avec-vous-un-projet.org

En mouvement

■ Energizer Elbeuf

Depuis de nombreux mois, les salariés d'Energizer menent la lutte contre la fermeture de votre entreprise. Une nouvelle fois les critères financiers, privilégiant les actionnaires, génèrent une

casse industrielle avec 132 licenciements.

C'est toute l'histoire de cette entreprise (Wonder, Cipel, Ralston) aujourd'hui Energizer qui est sacrifiée sur l'autel du profit.

Depuis le 13 avril, ils ont décidé ensemble de renfor-

cer leur action afin d'obtenir des améliorations du plan dit « social ».

La fédération PCF de Seine-Maritime et son nouveau site

Retrouvez tous les articles et les liens sur : www.pcf76.fr



N°25

Daté du 27/04/2006

Lettre d'information éditée par la fédération de Seine-Maritime du Parti communiste français

Directeur de la publication : Daniel Lallier

Rédacteur en chef : Claude Etienne

Imprimerie : SNEIP Saint-Etienne-du-Rouvray

Tel 02 35 07 89 80

Courriel : Avenir@pcf76.fr

Abonnement annuel : 25 €

Prix au numéro : 0,60 €

N° CPPA : 0710 P11480 ISSN : 0338-0645